

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 25/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NESTLE production PURINA PETCARE

Rue de l'Europe
80800 Aubigny

Références : 2024-E10172
Code AIOT : 0005101952

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2024 dans l'établissement NESTLE production PURINA PETCARE implanté Rue de l'Europe 80800 Aubigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Action régionale Prélèvement d'eau - sécheresse

Le sujet de l'action régionale de l'inspection des installations classées sur les prélèvements d'eau et la sécheresse auprès des ICPE consommant plus de 50 000 m³/an d'eau a été évoqué. Une réunion ayant pour but de présenter le contexte, et l'action, aux établissements concernés du département de la Somme a été organisée en visioconférence le 11 avril 2023.

En 2023 le Ministre de la transition écologique et solidaire a par ailleurs placé le sujet de la sécheresse parmi les priorités d'actions nationales de l'inspection des installations classées.

La commune d'AUBIGNY est située dans le Bassin versant de la **Somme Amont** placé en « **vigilance sécheresse** » par arrêté préfectoral du 23 mai 2023, confirmée par arrêté du 15 juin 2023. Un arrêté

préfectoral du 17 juillet 2023 l'a ensuite placé en niveau de « **vigilance renforcée** », confirmé par arrêté du 22 août 2023.

En 2022, le bassin versant a été placé en situation de vigilance sécheresse par arrêté préfectoral du 18 août 2022 jusqu'au 31 octobre 2022.

En 2021 il n'y a pas eu d'arrêté « sécheresse » de restriction des usages de l'eau dans le département.

La société Nestlé Purina Petcare production prélève ses eaux destinées au process industriel dans la nappe d'eau souterraine « nappe de la craie de la vallée de la Somme Amont » via deux forages.

Par courrier du 26 mars 2019, l'inspection des installations classées a questionné les gros préleveurs (> 50 000 m3/an) , dont fait partie la société Nestlé Purina Petcare production d'Aubigny, sur leurs pratiques en matière de réduction des prélèvements d'eau depuis plusieurs années, et notamment lors des périodes de sécheresse.

Lors de la visite, au regard de ses niveaux de prélèvement, l'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant qu'il était concerné par l'action régionale, et a évoqué les dispositions associées :

- fixation d'une limite maximale annuelle de prélèvement ;
- transmission des relevés via l'application GIDAF selon une fréquence trimestrielle hors période de sécheresse, et mensuelle en période de sécheresse ;
- remise sous 9 mois d'une étude technico-économique d'optimisation de la gestion de l'eau sur le site dans le but de réduire les prélèvements ;
- remise sous 9 mois d'un plan d'actions « sécheresse » avec pour objectifs une diminution des prélèvements de 51% en cas de vigilance renforcée ; 10 % en cas d'alerte ; 20 % en cas d'alerte renforcée.

La proposition du projet d'arrêté préfectoral complémentaire correspondant fera l'objet d'un rapport distinct à Monsieur le Préfet.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NESTLE production PURINA PETCARE
- Rue de l'Europe 80800 Aubigny
- Code AIOT : 0005101952
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NESTLE PURINA PETCARE (ex-NESTLE France) a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 16 août 1995 relatif à l'exploitation d'une usine de fabrication d'aliments pour animaux domestiques sur le territoire de la commune d'AUBIGNY. Elle est notamment autorisée pour une production de 430 tonnes/jour au titre de la rubrique 3642.3 (Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux). Cet arrêté a été modifié par :- l'arrêté du 23 février 2010 suite au bilan de fonctionnement remis en juin 2006 ;- l'arrêté du 6 décembre 2021, pris à la suite du réexamen IED, qui révisé les valeurs limites d'émissions des eaux résiduaires ;- l'arrêté du 19 avril 2023 qui acte le

déclassement de l'installation de combustion sous le seuil des 20 MW et qui actualise le classement des rubriques en vigueur pour le site.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Sécheresse
- AN24 Sobriété hydrique
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine des approvisionnements en eau	AP Complémentaire du 23/02/2010, article 3.1.1	Sans objet
2	Relève des prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 23/02/2010, article 6.2.2	Sans objet
3	Eaux de refroidissement des équipements	AP Complémentaire du 23/02/2010, article 3.1.1	Sans objet
4	Forage	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 11	Sans objet
5	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 28/08/2023, article 1 et 2 et Annexe1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de faire le point sur les actions de réduction des prélèvements d'eau mises en place depuis plusieurs années sur le site. Ces niveaux de prélèvements sont suivis par l'exploitant. Dans le cadre de l'action régionale sur les prélèvements d'eau et la sécheresse, l'inspection des installations classées va prescrire la réalisation d'une étude technico-économique visant l'optimisation de la gestion de l'eau sur le site. La visite d'inspection a été l'occasion de l'évoquer.

La proposition du projet d'arrêté préfectoral complémentaire correspondant à la prescription de l'étude technico-économique sus-citée fera l'objet d'un rapport distinct à Monsieur le Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/02/2010, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Besoins en eau
Prescription contrôlée : [...] Le débit de prélèvement d'eau en provenance de la nappe, calculé sur une moyenne hebdomadaire, estimé à 1500 m ³ /j. Cette limitation ne s'applique pas au réseau incendie. [...]
Constats : L'eau pompée depuis les forages du site alimente un château d'eau interne. Une double relève du compteur du château d'eau (poste de garde et opérateur de chaufferie) est réalisée quotidiennement. Portées sur un registre, ces relèves permettent d'obtenir les consommations journalières qui sont reportées sur tableur et suivies notamment à partir d'un graphe mettant en

évidence le volume de référence (1500 m³/jour).

Par ailleurs, un suivi de la consommation annuelle d'eau est réalisé en cours d'année en global, en m³/tonne de produit fini et en m³ par ligne de production. Ce suivi montre une baisse significative de la consommation en eau du site sur les 20 dernières années (plus de 700 000 m³ en 2003 contre 290 556 m³ en 2023 pour un tonnage de production respectif de 98 563 contre 62 346).

La tendance à la baisse de la consommation d'eau devrait se poursuivre sur les 2 prochaines années compte tenu de l'évolution de la production (changement de technologie) engagée en vue de rééquilibrer les lignes de production au regard des attentes clients.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Relève des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/02/2010, article 6.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Besoin en eau

Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvements d'eau en eaux de nappe ou de surface sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement.
Les résultats sont portés dans un registre.

Constats :

Le château d'eau interne au site est exclusivement alimenté par les deux forages présents sur le site. Une double relève du compteur du château d'eau est réalisée quotidiennement et portée sur un registre, servant de base pour le suivi de la consommation d'eau journalière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Eaux de refroidissement des équipements

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/02/2010, article 3.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Recyclage eaux refroidissement-Réfrigération circuit ouvert interdite

Prescription contrôlée :

[...] Les eaux de refroidissement des équipements sont intégralement recyclées. La réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Constats :

Les équipements sur site utilisant des eaux de refroidissement sont :

- les tours aéroréfrigérantes au nombre de sept (dont une en arrêt),
- une tour adiabatique (compresseurs 3 et 1).

Aux dires de l'exploitant, l'ensemble de ces équipements utilisent des eaux de refroidissement en boucle fermée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Forage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien forage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les forages, puits, ouvrages souterrains et les ouvrages connexes à ces derniers, utilisés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines ou un prélèvement dans ces eaux, sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères, et à éviter tout gaspillage d'eau.</p> <p>Les forages, puits, ouvrages souterrains utilisés pour la surveillance ou le prélèvement d'eau situés dans les périmètres de protection des captages d'eau destinée à l'alimentation humaine et ceux qui interceptent plusieurs aquifères superposés, doivent faire l'objet d'une inspection périodique, au minimum tous les dix ans, en vue de vérifier l'étanchéité de l'installation concernée et l'absence de communication entre les eaux prélevées ou surveillées et les eaux de surface ou celles d'autres formations aquifères interceptées par l'ouvrage. Cette inspection porte en particulier sur l'état et la corrosion des matériaux tubulaires (cuvelages, tubages...). Le déclarant adresse au préfet, dans les trois mois suivant l'inspection, le compte rendu de cette inspection. Dans les autres cas, le préfet peut, en fonction de la sensibilité de ou des aquifères concernés et après avis du [CODERST], prévoir une inspection périodique du forage, puits, ouvrage souterrain dont la réalisation est envisagée et en fixer la fréquence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose de deux forages, dits forages 4 et 5 (comblement des anciens forages 1, 2 et 3 en 2015) dont l'accès est sécurisé par un périmètre grillagé, une porte d'accès par badgeage, une vidéosurveillance transmise en directe et en continu au poste de garde, et un cadenas à clé posé sur le capot d'accès à la tête de forage. Le forage 4 a donné lieu à une inspection in-situ ayant permis de confirmer la présence de l'ensemble de ces dispositifs de sécurité.</p> <p>Des analyses des eaux de forage sont réalisées telles que prévues par le code de la santé publique. Un rapport d'analyses du laboratoire LDAR, datant du 3/10/2024 a été remis à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant déclare également réaliser des analyses des eaux de forages portant sur la recherche de résidus médicamenteux, et ce tous les 5 ans.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/08/2023, article 1 et 2 et Annexe1
Thème(s) : Risques chroniques, Niveau de sécheresse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1er : Le présent arrêté acte le franchissement de certains seuils définis dans l'arrêté-cadre</p>

du 25 octobre 2022 [...]

Article 2 : Les secteurs concernés par les mesures et les niveaux de gestion définis pour chacun d'eux, en référence à l'arrêté cadre départemental du 25 octobre 2022 susvisé, sont présentés dans le tableau ci-dessous [...]

Zone d'alerte : Somme Amont - Niveau de gestion associé : Vigilance renforcée

Annexe 1 : Mesures applicables pour chaque niveau de gestion

Exploitation des ICPE : En vigilance renforcée, mesures coordonnées de limitation des usages, sans réel enjeu de productivité économique, avec pour objectif de diminuer les consommations de 5 % fixées à la diligence du préfet.

Constats :

Concernant la gestion de seuils de consommation d'eau relatifs à l'arrêté préfectoral de sécheresse sus-cité, l'exploitant exprime avoir réalisé un plan de continuité d'activité en fonction de ces seuils. Ce plan a été remis à l'inspection des installations classées. Il prévoit 5 stades de réduction allant jusqu'à l'arrêt complet du site et mesurant les répercussions économiques, sociales et sociétales :

Impacts/% réduction	-20 %	-40 %	-50 %	-80 %	-100 %
I m p a c t industriel	Arrêt ligne Alupouch	A r r ê t AlupouchArr êt ligne MC 400	Arrêt ligne Alupouch, ligne MC 400 et ligne MS 200	Arrêt de toutes les lignes sauf gourmet	A r r ê t complet du site
I m p a c t économique	Perte de CP : 0 , 5 M€/semaine	Perte de CP : 1 , 3 M€/semaine	Perte de CP : 1,4M€/semai ne	Perte de CP : 2 M€/semaine	Perte de CP : 3 , 2 M€/semaine
I m p a c t social	61 Salariés en ch ô m a g e technique	112 Salariés en chômage technique	d e 1 2 5 Salariés en ch ô m a g e technique	242 Salariés en chômage technique	425 Salariés en chômage technique
I m p a c t sociétal	difficulté d'approvisio nnement Pouch 85g	Rupture sur produit 400 g (boîtes) et difficulté d'approvisio nnement Pouch 85g	Rupture sur produit 400 g et 200 g (boîtes) et difficulté d'approvisio nnement Pouch 85g	Rupture sur p r o d u i t pouch 85 g, 200 G et 400 g	Rupture sur produit 85 g (boîtes et pouch), 200 G et 400 g

Ce document précise par ailleurs le plan d'action retenu lors du niveau de vigilance sécheresse 2023 à savoir une sensibilisation du personnel, une réduction des changements de menus, le rééquilibrage des systèmes de nettoyage automatiques vers des nettoyages davantage sur

décision humaine.

Au-delà de son plan de continuité d'activité, l'exploitant vise :

- une démarche d'amélioration de la consommation d'eau sur ses différentes lignes de production par le déploiement de compteurs d'eau sur chacune des lignes,
- le recyclage des eaux rejetées en STEP interne (eaux de nettoyage des lignes de production, des boucles de refroidissement, des purges des chaudières représentant 69% de la consommation d'eau) dit Water REUSE. Cette option fait l'objet d'une étude chiffrée auprès d'un fournisseur.

Type de suites proposées : Sans suite